

N° 68 - 10 JUIN-10 JUIL. 69

« LE PEUPLE BRETON »

mensuel

Boîte postale 713 RENNES

ABONNEMENTS

Ordinaire : 10 F

Etranger (par avion) : 15 F

De soutien : à partir de 15 F

C.C.P. 2 365-76 RENNES

Aujourd'hui, être libre
c'est être informé

LE PEUPLE BRETON

ORGANE DE L'UNION DEMOCRATIQUE BRETONNE

G
A
L
V

Pour la décolonisation de la Bretagne, UN COMBAT NOUVEAU

Brest : 18 mai 1969, le grand amphithéâtre de la Faculté des Lettres.

On espérait 200 personnes, 250 peut-être : il en vint un demi-millier. On comptait sur les jeunes : ils vinrent, mais avec leurs professeurs, avec leurs aînés, leurs camarades ouvriers et paysans. On prévoyait des débats passionnés, tendus, houleux même : ils furent clairs, chaleureux et graves. *Ar Falz* apportait son expérience, la *J.E.B.* ses meilleures analyses, notre parti sa rigueur et sa maturité politique. Chacun, en outre, apportait sa foi.

L'ENJEU DE NOTRE LUTTE.

D'emblée le ton était donné par notre camarade J.-C. LEON, qui présidait le congrès. Il fixait l'enjeu de la lutte et son orientation. « *Voilà 100 ans que les pétitions se suivent et se ressemblent. Voilà 100 ans que la Bourgeoisie française répond par le mépris de notre langue, par le mépris de notre peuple. Notre peuple sera-t-il bientôt un lot anonyme de Bretons colonisés, de Bretons déportés perdant la mémoire de leur langue, perdant la mémoire de leur nom ? Nous ne le voulons pas et cela ne se fera pas !* »... Car « *le temps des pétitions est révolu* »... « *Les Mandarins de la culture française savent bien ce que beaucoup de nos compatriotes ignorent : le jour où ces Bretons baillonnés, ces Bretons assommés, ces Bretons déportés, ces Bretons colonisés, auront retrouvé leur voix, leur esprit, leur liberté et leur terre, ce jour-là, la France centraliste, bonapartiste, national-gaulliste et bourgeoise, bref, la France Eternelle, comme ils disent, aura vécu... C'est pourquoi nous luttons ici contre la Bourgeoisie et son Etat Français, et pour le peuple breton et sa dignité* ».

UN BILAN

Il revenait à A. KERAVEL, secrétaire général d'*Ar Falz*, de dresser le bilan d'une action obscure, acharnée, que LEON avait par ailleurs saluée. Il lui revenait aussi d'évoquer l'avenir du nouveau combat.

« *Toutes les démarches, les argumentations, les pétitions en faveur de notre langue ont abouti dans les archives ou à la poubelle... Tout cela a servi... à prouver la mauvaise foi, l'incompréhension totale des dirigeants parisiens... et aussi... à poser quelques jalons* ». Mais une prise de conscience s'opère, qui pousse nos compa-

triotés à s'opposer de toutes leurs forces « à cette sorte de liquidation physique de la Bretagne » à laquelle travaillent en réalité nos gouvernants », qui se traduit par « l'exode, l'étouffement de la personnalité du pays, de sa langue, de sa culture ». C'est ainsi que « *le combat pour la langue est au centre du combat pour la Bretagne* ». « *Votre démarche d'un nouveau style — ajoute KERAVEL — sera plus rigoureusement chaque jour de contraindre les gens du pouvoir à abandonner la politique anti-humaine, anti-démocratique, antiprogressive qui est la leur en Bretagne... Votre entrée en lice dans la lutte engagée pour notre langue nous paraissent, à nous, les anciens du mouvement... l'assurance que la campagne entreprise sera menée avec toute la vigueur et la foi nécessaires* ».

Enfin KERAVEL insiste sur trois points : la nécessité d'une solide formation théorique ; les possibilités actuelles du développement de notre mouvement, surtout dans les milieux enseignants ; la nécessité de se prémunir contre toutes ces promesses et les concessions apparentes du gouvernement qui entretiennent des illusions dangereuses.



Cliché « Le Peuple Breton »

Une partie de l'assistance, le 18 mai, à Brest.

LE BRETON,
LANGUE D'UN PAYS COLONISE

J.-Y. LAGADEG, président de la *J.E.B.*, rappelle tout d'abord que notre langue est pratiquement bannie de tous les niveaux de l'enseignement, de l'O.R.T.F. et de la vie publique. Puis, refusant de critiquer cette situation d'un point de vue humaniste, il fit remarquer que le sort de notre langue est lié à la situation coloniale de la Bretagne. « *Le statut de la langue bretonne est le statut de la langue d'un pays colonisé* ».

« *La colonisation, poursuit LAGADEG, est le fait du capitalisme qui dépouille la Bretagne et les travailleurs bretons de leur richesse et de leur travail et aussi de leur culture propre. Or cette dépossession culturelle est extrêmement grave car la culture, c'est un moyen de comprendre le monde et de se comprendre, de se situer et de donner une cohérence à la vie* ».

C'est ainsi que ce génocide culturel a des conséquences désastreuses. Il s'agit donc de lutter contre cette politique « non

(Suite page 3)

DU RÉFÉRENDUM
AUX PRÉSIDENTIELLES

LA " RÉFORME
RÉGIONALE "

EST BIEN OUBLIÉE !

(VOIR EDITO)

A BREST

OFFENSIVE
des technocrates
de la culture

Il est des opposants au gaullisme qui n'avaient plus de leçons à recevoir du général De Gaulle. M^e Lombard, maire de Brest, est de ceux-là. Sur le front de la politique socio-culturelle de la ville, il a entrepris de livrer lui aussi bataille contre un Sénat trop contestataire. Une différence cependant : à Brest, le peuple ne tranchera pas. Du moins, pas dans l'immédiat.

Ce Sénat ? C'est l'Office Municipal de la Jeunesse et de la Culture (O.M.J.C.), Office qui a la tare de réunir tous les mouvements de jeunesse représentatifs de la cité et de la région brestoise. Or, le maire ne veut plus nourrir en son sein « *le serpent de la pagaille...* ». L'O.M.J.C. devra se soumettre et accepter la « *collaboration franche et loyale* » proposée par la municipalité. Collaboration évidemment où l'un des partenaires disposera de tous les pouvoirs !

Le Palais des Arts et de la Culture.

Ne croyons pas cette escarmouche isolée. Elle entre dans un plan d'assainissement de la politique culturelle de la ville de Brest à l'heure où se mettent en place de nombreux équipements socio-éducatifs.

A la neutralité de coexistence vécue à l'O.M.J.C. et dans ses locaux de l'Harteloire, M^e Lombard veut substituer une neutralité d'exclusion privant ainsi les syndicats et les mouvements de jeunesse, trop engagés, de tout rôle actif. Un but à cela : éviter que la culture ne tombe aux mains « *d'une classe sociale quelconque* » (sous-entendu de la classe ouvrière...). Ce qui revient, par le biais des équipements à confier toute la vie socio-culturelle de la cité à la municipalité, en l'occurrence à la bourgeoisie brestoise !

Le Maire a gagné la première manche : celle du Palais des Arts et de la Culture. Il avait, il faut dire, toutes les cartes en main. Equipement de prestige, cet établissement sera géré par des notables. Inutile de leur demander quel genre de développement culturel ils envisagent ! « *Le Peuple Breton* » en a déjà parlé (1). En signe de désapprobation, certaines personnes, dont Mlle Labbat, présidente de l'O.M.J.C., quittèrent la salle lors de l'assemblée constitutive de l'Association des Amis du P.A.C. en mai 68.

Pourtant, la main-mise de la municipalité sur les moyens de développement culturel ne faisait que commencer. C'est maintenant au tour des autres activités

(Suite page 5)

Edito

NOUS arrivons au second tour des élections présidentielles qui mettent en compétition deux représentants de la bourgeoisie française, Pompidou et Poher. Si les travailleurs bretons doutaient de l'illusion du système électoraliste, ils doivent aujourd'hui être édifiés : les électeurs ont quasiment donné un même pourcentage à Poher et à Duclos et vu l'absence de candidature unique de la gauche, il est évident que c'est à Duclos qu'il aurait normalement dû revenir de représenter l'opposition au second tour. On ne saurait mieux se moquer des travailleurs en leur demandant de « choisir », alors que leur volonté est ouvertement bafouée entre les deux tours.

Déjà au premier tour, aucun des candidats ne présentait sur le problème breton un programme nous permettant de choisir l'un d'entre eux. A plus forte raison au second tour, et ce n'est pas l'aberrante manœuvre tendant à présenter Alain Poher comme le candidat de la Bretagne qui nous fera changer d'avis. Notons d'ailleurs que parmi les soutiens de cette candidature en Bretagne, on trouve des représentants de Sav Breizh et du dit « Comité Révolutionnaire Breton » qui, il y a deux mois, prônaient le boycott du référendum et des élections et se permettaient de donner des « leçons de révolution » à l'U.D.B. ! Ce n'est pas par hasard si on les retrouve aujourd'hui complices des pires pratiques électoralistes. Comme toujours, les réactionnaires du mouvement breton traditionnel finissent par mener le combat aux côtés des pires exploités du peuple breton.

Nous invitons donc les Bretons à s'abstenir le 15 juin pour marquer leur refus des candidats du capitalisme et de la centralisation. Ils refuseront ainsi le système électoral qui, une fois de plus, remplit le rôle pour lequel il a été créé : détourner les aspirations des peuples. A-t-on réfléchi au fait que si sur un problème, l'unanimité se faisait parmi les députés élus en Bretagne, la volonté du peuple breton ainsi exprimée serait bafouée par le simple jeu d'une majorité française hostile. De plus, cette soi-disant élection présidentielle s'inscrit dans le cadre du parlementarisme que la bourgeoisie maintient car il lui sert à masquer le fait essentiel : la réalité du pouvoir n'est plus au Parlement, mais dans les appareils technocratiques étroitement contrôlés par l'industrie privée et agissant avec le plus total mépris de la volonté populaire. Cette élection appelle donc les travailleurs à cautionner la disparition de toute démocratie dans la vie politique.

Si l'élection doit manifester son rôle d'accroissement de la démocratie, ce ne peut être qu'au niveau de la création d'une assemblée bretonne élue au suffrage universel, revendication qui demeure au premier plan de notre combat.

Nous invitons les Bretons à s'abstenir et non à voter nul, car il importe que le président élu, quel qu'il soit, ne puisse se prévaloir d'un pourcentage important de suffrages. En 1965, De Gaulle n'a pas eu le suffrage de la moitié des électeurs ! Dans ces conditions, quel élu dans le système capitaliste peut un instant se dire l'élu du peuple ?

Face à ces manœuvres qui tentent d'abuser les travailleurs, et tout particulièrement les travailleurs bretons victimes de la colonisation de leur pays, nous appuierons les luttes futures dans les usines, dans les campagnes, dans les ports, dans l'enseignement.

Comme les peuples colonisés de la Réunion, de la Guadeloupe, de la Polynésie, le peuple breton doit répondre par l'abstention à cette « consultation » truquée.



LA CHAUMIERE

Nozh Club war an aod
29-S. — SAINTE-MARINE

Selected by the B.B.C.

ENTREPRISE GÉNÉRALE DU BATIMENT

Pierre GUERROT & Fils

5, RUE MADAME DE SEVIGNE
QUIMPER — ERGUE-ARMEL

TERRASSEMENT
MAÇONNERIE
BETON ARME

CHARPENTE
MENUISERIE
Téléphone : 10-91

LA VIE DU PARTI

REUNION DU COMITE DIRECTEUR

La réunion de mai s'est tenue à Lorient le premier du mois. Après les bilans des membres du bureau central qui montrèrent, entre autres choses, que la trésorerie de notre parti est toujours aussi saine et que les demandes d'adhésion parviennent régulièrement au service des affaires intérieures, les camarades du comité directeur abordèrent le problème de l'élection présidentielle. La discussion fut longue et, à une période où la liste des candidats n'était pas arrêtée, diverses éventualités furent envisagées. La réunion se termina par un exposé d'E. Evnou, suivi d'un nouveau débat, portant cette fois sur l'action que nous devons mener en faveur de la langue bretonne et sur le rassemblement du 18 mai à Brest.

Cette réunion permit naturellement aux membres du comité directeur de faire connaissance avec les nouveaux camarades de la section de Lorient.

SECTION DE PARIS-NORD

Au cours des dernières semaines l'action de nos camarades de Paris-Nord est demeurée fort soutenue. Qu'on en juge d'après la fréquence des réunions : 25 avril 2, 9, 16 et, la dernière à notre connaissance 23 mai. Entre chacune de ces séances de travail, les militants organisent des ventes à la criée, des distributions de tracts, sans oublier la publicité pour notre journal. Des projets de réunions publiques sont déjà à l'étude pour le mois d'octobre.

SECTION DE RENNES

Pendant le mois d'avril, les activités de la section ont été en grande partie déterminées par le référendum : distribution du numéro spécial du "Peuple Breton" à Citroën (à cette occasion, quelques militants ont eu affaire avec les barbouzes locaux), à Rennes et dans les alentours ; collage des affiches « Nann » ; plusieurs centaines de "Peuple Breton" ont été également vendus dans les restaurants universitaires. Une autre vente fut organisée à Nantes.

Des contacts ont été pris avec les représentants d'Ar Falz, de la J.E.B. et du Cercle culturel de langue bretonne de Rennes pour mettre sur pied le C.A.L.B. de Rennes. Une réunion d'information sur le C.A.L.B. fut organisée à la "Fac" des Lettres de Villejean.

Trois réunions publiques d'information ont eu lieu pendant le mois de mai et un fest-noz permit la rencontre de tous les camarades de la section et des sympathisants.

REUNION PUBLIQUE

La Cellule de Solférino a organisé le 22 mai une réunion publique dans le quartier de la rue de Vern. S'adressant à un auditoire d'une quinzaine de personnes, principalement des jeunes travailleurs, les camarades Pouliquen et Arvor exposèrent le thème "Bretagne-Colonie" et animèrent le débat qui suivit. A l'issue de cette réunion constructive, des contacts furent pris en vue de la création dans le quartier d'un comité du GALV.

Une autre réunion publique de l'U.D.B. sur le thème "Bretagne-Colonie" est prévue par la Cellule de Solférino dans le quartier Sainte-Thérèse pour le mercredi 11 juin. Le lieu de cette réunion sera communiqué dans la presse et sur les affiches.

NANTES

REUNION-DEBAT ET VENTES DU JOURNAL

Au centre social de la Pilotière a eu lieu une réunion-débat à laquelle participaient les organisations suivantes : Kendalc'h, J.E.B., Sav Breizh et l'U.D.B. Deux de nos camarades développèrent la conception de notre parti sur le combat breton et socialiste devant une quarantaine de personnes.

Des ventes à la criée ont été effectuées à la sortie des restaurants universitaires ainsi qu'aux usines des Batignolles. L'appel de signatures pour la libération des détenus bretons a recueilli près de 200 signatures dans le même temps. Des ventes à la criée à la sortie des usines à Chantenay sont prévues dans les prochains jours.

■ **SOUSCRIPTION EXCEPTIONNELLE POUR « LES DETENUS POLITIQUES BRETONS ».** — Faute de place, nous ne pouvons faire paraître ce mois-ci cette souscription, mais tous nos camarades et amis lecteurs peuvent continuer à envoyer leur contribution au C.C.P. de l'U.D.B. 2365-78 - Rennes. Le total recueilli s'élève à la date du 8 juin à la somme de 5 304,00 F.

CONFERENCE - DEBAT

A LA M.J.C. DE DOUARNENEZ

Le mercredi 14 mai 1969 s'est déroulée à la Maison des Jeunes et de la Culture de Douarnenez une conférence-débat sur le thème « Bretagne et régionalisation » avec Ronan Leprohon, du Bureau central.

En montrant comment la Bretagne avait le triste privilège de totaliser tous les handicaps des autres régions françaises et souvent à un degré supérieur (manque d'infrastructures, bas salaires, implantations militaires, exode des jeunes, etc.), l'orateur fit apparaître l'existence d'un problème breton bien particulier.

Notre camarade s'attachait ensuite à montrer combien notre pays avait été gravement atteint par le capitalisme qui sévit chez nous surtout à partir de 1920, et comment ce système économique ajouté à la tradition centralisatrice française avait fait de la Bretagne une colonie à l'europpéenne, ignorant son histoire et sa langue, exportant ses hommes, ses matières premières et transformant ses produits ailleurs.

Au cours du débat qui suivit, largement ouvert comme il est de coutume à la M.J.C., on nota l'intervention de plusieurs personnes dont celle de M. Louis Tymen, conseiller général de Douarnenez et maire du Juch, vivement intéressé par notre engagement résolument breton et progressiste.

Une autre intervention, celle d'un membre du C.D.R. local fut très remarquée lorsque, après avoir essayé de réfuter l'analyse du problème breton qui est celle de l'U.D.B., il s'en prit à la M.J.C. même, lui reprochant de favoriser de tels débats. A quoi une jeune participante répliqua fort justement : « Si l'on ne peut débattre ici de tous les problèmes des jeunes, y compris du problème breton, la M.J.C. n'a plus sa raison d'être ».

Un très bon compte rendu de la réunion paru dans "Le Télégramme" et un autre plus nuancé dans "Ouest-France" permirent à la population de Douarnenez et des environs de faire plus ample connaissance avec notre parti.

REUNION PUBLIQUE A REDON

Devant une quinzaine de personnes, le 17 mai, nos camarades Magon et Coatrieux exposaient le problème colonial breton. Un maoïste souleva des questions qui alimentèrent un certain temps la discussion : à la recherche de la « seule contradiction fondamentale », il ne comprenait pas comment ou pourquoi l'U.D.B. menait le combat à la fois contre le capitalisme et pour la décolonisation du peuple breton. Il estimait que la Bretagne est un foyer de luttes intéressantes à mener dans le cadre français, ce qui permit de préciser le rôle de l'U.D.B., parti politique spécifiquement breton. Puis la discussion s'engagea sur les buts que l'U.D.B. se propose d'atteindre.

L'UNION DEMOCRATIQUE BRETONNE ET LES ELECTIONS PRESIDENTIELLES

Voici le texte adopté par le Comité directeur extraordinaire du 11 mai 1969 :

L'Union Démocratique Bretonne estime que l'élection présidentielle écarte totalement les problèmes réels du peuple breton et son aliénation coloniale, mise en évidence par le maintien en prison d'une vingtaine de bretons. Elle affirme que cette élection ne saurait changer fondamentalement les données du combat breton.

L'U.D.B. dénonce la confusion, les divisions, l'impuissance de la gauche française. Elle dénonce aussi les manœuvres d'appareil, les marchandages de mandarins irresponsables, le mépris des instances « nationales » pour la volonté d'unité exprimée par les travailleurs.

L'U.D.B. condamne les candidatures de droite :

— celle de Pompidou, parfait héritier du national-gaullisme, défenseur des trusts et des banques, soutenus par ses valets régionalistes de droite ;

— celle de Poher, nouvel homme providentiel, partenaire européen de choix pour le nazi Kiesinger et pour les pays qui ont refusé d'exclure la Grèce des colonels de la Communauté Européenne. L'U.D.B. condamne la troisième candidature de droite, celle de Defferre qui aspire à gérer les intérêts de la bourgeoisie capitaliste comme les « socialistes » d'Allemagne fédérale et qui maintiendrait la situation coloniale en Bretagne comme Wilson la maintient en Irlande du Nord, au Pays de Galles et en Ecosse.

En conséquence, l'U.D.B. ne saurait choisir entre les diverses candidatures de gauche, mais appelle à voter pour barrer la route aux trois candidats de la réaction.

GALV

(Suite de la page 1)

pas au nom d'une exigence abstraite de démocratie, mais parce que le travail de sappe de la culture bretonne est une atteinte fondamentale à l'encontre de l'individu et du peuple breton ».

Lagadeg en vient enfin à dénoncer le rôle de l'Université française dans ce génocide. « Lorsque l'Université n'ignore pas ou ne combat pas ouvertement les valeurs culturelles bretonnes, elle ne les accepte qu'en tant qu'objets d'étude, mais jamais dans le but de les transmettre ni de les faire rayonner autour d'elle ».

LES MECANISMES DE L'ALIENATION CULTURELLE

Notre camarade Erwann EVENOU salue ensuite le congrès au nom de notre parti. Puis, d'une manière très concrète et très mordante, il montre comment les Bretons sont dépossédés de leur culture et d'eux-mêmes, comment nous sommes aliénés.

La salle, jusqu'ici plus attentive qu'enthousiaste, devient chaleureuse et vibrante et manifeste son adhésion aux paroles de notre camarade par des applaudissements répétés et vigoureux.

Nous sommes victimes d'une immense farce, une mystification criminelle faite au nom du national-chauvinisme français, au mépris des évidences historiques les plus élémentaires, et surtout au mépris des Bretons eux-mêmes. « Nous avons tous appris sur les bancs de l'école que la langue française était la plus belle, la plus précise du monde et que le peuple français était le plus intelligent, à l'exception naturellement des Bretons qui ne sont que des plouks ou des Belous. Nous avons tous appris que chaque homme a deux patries, la sienne et la France, sauf les Bretons qui, eux, sont deux fois français, parce qu'ils ont perdu deux fois plus de pères, de frères et d'oncles en 14-18. Nous avons tous appris que les Français, intelligents certes, mais aussi généreux, apportaient fraternellement leur grande civilisation aux peuples arriérés et demeurés : les Algériens, les Indochinois, les Bretons, qui ne savaient pas encore que leurs ancêtres étaient gaulois... Nous avons tous appris que notre double patrie, la France, était une république une et indivisible où on ne parle qu'une langue : le Français ; qui n'a qu'une histoire : celle des carolingiens et des mérovingiens ; et qu'une religion : Jeanne d'Arc ». Alors, puisque « l'histoire de la nation bretonne est une légende », puisque le breton est un « argot de sauvages », la « Psychologie bretonne » un mythe subversif antifrançais (c'est un professeur de Faculté qui le dit), les Bretons eux-mêmes ne peuvent être que d'innocents sujets de folklore « qui mangent les épluchures et donnent les pommes de terre aux cochons », se « retrouvent sur la route de Penzac », etc...

Mais alors, Evenou dénonce avec force les buts du pouvoir parisien, les préjugés barbares de ses académiciens et ministres, le national-chauvinisme qui voue la Bretagne à la disparition. Il est alors urgent, affirme notre camarade, « de créer partout des structures bretonnes d'auto-défense » : cours de breton, cercles d'études, etc... contestant « la mise en condition de l'Etat chauviniste ». « Ainsi nous serons des milliers de clandestins en Bretagne »...

Notre ami Dervi JONES nous apporte le salut du Pays de Galles où le gallois est dans une situation bien moins mauvaise que le Breton en Bretagne (600.000 personnes sur 2 millions et demi le parlent habituellement), cependant un travail très analogue est fait là-bas, dont on pourra mesurer l'importance en juillet prochain lors « de la comédie de l'Indépendance ».

Notre ami Dervi JONES nous apporte le salut du Pays de Galles où le gallois est dans une situation bien moins mauvaise que le Breton en Bretagne (600.000 personnes sur 2 millions et demi le parlent habituellement), cependant un travail très analogue est fait là-bas, dont on pourra mesurer l'importance en juillet prochain lors « de la comédie de l'Indépendance ».

Or, bretons colonisés, « indigènes de l'Europe », nous n'avons pas le droit de savoir tout cela ; « nous avons appris qu'il est MAL d'être nés bretons ». Alors, l'aliénation fait ses ravages chez ces individus et dans la société. « Traumatisme... le Breton devient la risée des Français de l'intérieur, la « nigousse » résignée et timide « se lançant dans une fuite » vers les pays lointains habillés en matelot, en gendarme, en missionnaire », ou pris d'une « rage d'imiter son maître » ce Parisien, et fournissant des lots de retardés scolaires ».



Notre camarade J.C. LEON au micro, entouré d'E. EVENOU, KERAVAL et LAGADEG

LE MANIFESTE DE GALV

Nous, soussignés, Bretons et amis de la Bretagne,

— constatons que la langue bretonne est pratiquement exclue de l'enseignement : aucun cours n'est possible dans le premier degré, et dans le second degré les cours ne peuvent fonctionner que dans les conditions les plus pénibles ; aucune sanction sérieuse n'existe à aucun examen ; l'histoire de Bretagne et la littérature bretonne ne sont pas insérés dans les programmes.

— constatons par ailleurs que les émissions en breton sont à peine tolérées à la radio et qu'elles n'existent toujours pas à la télévision ; que le breton est totalement exclu de la vie publique.

— constatons enfin que le pouvoir n'a jamais tenu le moindre compte des demandes de la population bretonne : ni des vœux constamment renouvelés des Conseils généraux et municipaux, ni des 15 propositions de loi en faveur de leur langue, ni des motions des lycéens, des étudiants, des enseignants, ni des 150.000 signatures recueillies par la grande Pétition Populaire d'EMGLEO BREIZ en 1967.

— affirmons que cette discrimination relève d'une politique réactionnaire, dont on ne retrouve l'équivalent que dans deux autres pays européens : la Grèce fasciste et l'Espagne franquiste.

— dénonçons le génocide culturel qui est, de ce fait, perpétré à l'égard des classes populaires de Bretagne.

— soulignons que le refus de tenir compte de l'existence de la langue et de la culture bretonnes manifeste clairement que la Bretagne est un pays colonisé.

— affirmons qu'un aspect essentiel de la démocratie culturelle est la reconnaissance de tout ce qui appartient au peuple, et qu'en conséquence, la promotion de la personnalité bretonne est indispensable au développement global de la Bretagne.

— décidons d'appuyer le combat progressiste engagé par GALV, pour la décolonisation culturelle de la Bretagne, pour poursuivre le mouvement populaire en faveur de la langue bretonne et pour la satisfaction immédiate des revendications suivantes :

I. ENSEIGNEMENT : 3 heures hebdomadaires facultatives de breton, partout organisées, dans tous les ordres d'enseignement ; parité du breton avec toutes les autres langues vivantes dans l'enseignement et les examens ;

étude de la civilisation de la Bretagne (histoire, géographie, littérature, etc...).

II. O.R.T.F. : création d'émissions télévisées en langue bretonne ; une heure de breton par jour à la radio ; création d'émissions culturelles et d'informations bretonnes en français.

— en conséquence, adhérons au groupe GALV de
Nom Prénom Adresse Observations Signature
Note : L'adhésion suppose le versement d'une cotisation minimale de 1 F.

A son tour, Evenou dénonce avec force les buts du pouvoir parisien, les préjugés barbares de ses académiciens et ministres, le national-chauvinisme qui voue la Bretagne à la disparition. Il est alors urgent, affirme notre camarade, « de créer partout des structures bretonnes d'auto-défense » : cours de breton, cercles d'études, etc... contestant « la mise en condition de l'Etat chauviniste ». « Ainsi nous serons des milliers de clandestins en Bretagne »...

Notre ami Dervi JONES nous apporte le salut du Pays de Galles où le gallois est dans une situation bien moins mauvaise que le Breton en Bretagne (600.000 personnes sur 2 millions et demi le parlent habituellement), cependant un travail très analogue est fait là-bas, dont on pourra mesurer l'importance en juillet prochain lors « de la comédie de l'Indépendance ».

ILS NE SONT PLUS SEULS

Le cadre et les orientations de notre lutte sont donc définis par les orateurs. Maintenant, les délégués des groupes locaux (1) en précisent l'état concret. Partout la même prise de conscience que le Breton est la

langue des prolétaires, est une langue prolétaire ; partout la même détermination et les mêmes efforts : des cours de Bretons s'organisent ou se développent, des journaux en Breton sont lancés, des campagnes d'information s'intensifient déjà. Mais partout aussi, les militants souhaitent se structurer quelque peu et se financer. Par cette rapide confrontation des expériences, les militants ou stourmerien jusque-là isolés, croyant labourer la mer et ramer dans le désert, savent qu'ils ne sont plus seuls.

GLENMOR joignit pour un moment son combat au nôtre et, pendant une demi-heure, le vent violent de ses rêves passa dans la salle.

Rue Sainte-Thérèse B A R
— Quimper —
« CHEZ MICHOU »
Cadre breton • Ambiance sympathique
Disques (bretons - jazz - variétés)
CHOUCHENN

LE GALV ET SON MANIFESTE

Pendant ce temps, les représentants des groupes se réunissaient, donnaient au Stourmerien son nom définitif et son manifeste. F. BROUDIC, secrétaire du mouvement, rend compte de ces travaux.

Le Stourmerien ar Brezhoneg s'appelle désormais le GALV, l'Appel, car nous lançons un appel au Peuple Breton pour qu'il prenne conscience de lui-même et reprenne sa langue et sa dignité ; nous lançons aussi un appel à l'opinion internationale pour qu'elle dénonce avec nous le génocide culturel perpétré par l'Etat Français.

Le GALV lance également son Manifeste (dont nous reproduisons le texte), base d'adhésion de travail des comités.

« AVEC LE PEUPLE, TOUT EST POSSIBLE »

Enfin, avant que BROUDIC ne donne quelques consignes concrètes aux militants, ouvrant ce congrès sur des fructueux développements, notre camarade LEON tira les conclusions politiques de la journée.

Il rappela à chacun « les principes de notre action et les erreurs à éviter ». Il montre que notre action ne peut être que progressiste, car c'est la Bourgeoisie qui est responsable de la situation faite à notre langue. Elle « avait besoin, a toujours besoin, aura toujours besoin d'un peuple soumis... dépossédé de son pays, dépossédé de son passé, de lui-même, de sa langue... c'est pourquoi la prétendue unité nationale s'est faite sous sa seule domination et à son seul profit ». Ainsi « il n'y a rien à attendre de la bourgeoisie et de son Etat » et « toute démarche qui en attend la sauvegarde de notre langue et de notre peuple » est « un rêve stérile, voué à l'échec ». Pour la même raison, « toute défense de la langue qui se voudrait a-politique est un rêve puéril, car il faut se défendre contre la Bourgeoisie ».

Léon souligne aussi que notre combat ne peut être que « l'œuvre du peuple breton lui-même », car « tant que certains hommes de la gauche française » défendront « l'Unité nationale » et l'Etat Français », ils emboîteront le pas à la bourgeoisie. Aussi, il revient au peuple breton de se décoloniser lui-même « en liaison avec tous les travailleurs et les peuples asservis et colonisés, sans, hélas, la Gauche française, contre la Bourgeoisie bretonne, française et internationale ». Ayant ainsi mesuré l'ampleur de la lutte qui s'engage, Léon appelle chacun des militants « au réalisme le plus grand, à la lucidité la plus absolue, à la discipline la plus totale ». Il faut, dit-il « que notre peuple se reconnaisse en nous et se joigne à nous ». Sinon tout ce qui a été dit ici n'aura été qu'exaltation de petits-bourgeois. Sans le peuple, tout n'est qu'illusion, aventure et échec. Avec le peuple tout est possible. Surtout avec notre peuple, le peuple breton.

CONSIGNES PRATIQUES

1) Les groupes locaux de GALV doivent se créer et se développer partout, en adhérant au manifeste, en informant le secrétariat de GALV, la presse, de leur création. Chaque groupe aura sa propre trésorerie.

Les groupes doivent développer l'information sur les objectifs de GALV, par des réunions et par des campagnes d'inscriptions comportant le nom de « GALV », le slogan « Hag or yez ? » et le signe du GALV.

Le Livre blanc et noir de la langue bretonne est en impression. Il devra être diffusé (4 F.).

Des cours de Breton doivent être développés par tous les moyens. Le secrétariat de GALV devra être averti de leur création.

2) Un vaste rassemblement peut être envisagé pour le printemps 70, préparé en septembre. Mais notre action doit d'abord se faire en profondeur, se conduire pas à pas, en direction des centaines de milliers de personnes qu'il faut réveiller.

3) L'adresse du Secrétariat du GALV est : F. BROUDIC, B. P. 7 Brest. C.C.P. F. Broudic 2.572-32 Rennes.

Le secrétariat peut diffuser tous les documents utiles, notamment le texte intégral des interventions du premier congrès du GALV à Brest (0,50 F minimum).

(1) Des groupes existent déjà à : Brest, Plouzané, Plonéour Trez, Brignogan, Le Conquet, Morlaix, Quimper, Douarnenez, Rennes, Saint-Malo, Nantes, Lorient, Auray, Pontivy, Le Faouet, Guingamp, Paris-Nord et Paris-Sud.

DE QUI SE MOQUE-T-ON ?

Joël LE THEULE :

« POUR ETRE COMPRISE PAR TOUT BRETONNE, L'EMISSION EN LANGUE BRETONNE SERA FAITE EN FRANÇAIS »

Ce qui est le plus odieux dans la lettre que Joël Le Theule a expédiée à Roger Vitton, Député gaulliste de Lorient — et qui a été publiée le lendemain du premier congrès de Galv — n'est pas cette sinistre énormité, mais le cynisme des arguments qu'emploie le gouvernement français pour refuser un emploi décent de notre langue à la radio.

Reprenons ces arguments :

- 1) Le ministre est d'accord pour réserver une place aux langues régionales.

- 2) Mais il faut distinguer télévision et radio.

- 3) Pour la télévision c'est impossible à cause des « impératifs » techniques et du manque de crédits consécutifs, bien sûr, à mai 1968.

M. Le Theule avait déjà dit, il y a six mois, qu'il manquait les voitures nécessaires.

- 4) Reste la radio pour laquelle, en compensation, on utilise le grand émetteur régional.

- 5) Mais ce grand émetteur régional dépasse le cadre des auditeurs bretonnants. Comme des auditeurs ne comprennent pas le breton il faut faire des commentaires en français.

La conception unificatrice et impérialiste de la culture intervient ici : comment un sujet pourrait-il intéresser une partie des français sans en intéresser la totalité ? Le nivellement par la base élimine tout ce qui est propre à un peu-

ple et ne lui laisse que la norme commune.

- 6) L'émission n'étant plus en breton uniquement, il faut lui redonner un caractère régional ; on lui impose donc ses sujets : folklore, tradition.

On mesure ici le caractère colonisateur d'une telle démarche qui, ayant échoué dans la négation de la langue minoritaire, la met en hibernation en en faisant un sujet d'étude, en lui assignant un domaine réduit et touchant en priorité au passé. Le combat linguistique progressiste est diamétralement opposé à cette conception : la langue n'est plus sujet d'étude, mais outil d'ouverture à tous les domaines et à toutes les expériences.

- 7) Ayant posé ce carcan au contenu, on peut faire passer l'émission quotidiennement de 5 à 10 ou même 15 minutes (!), mais on doute alors qu'il soit possible de rassembler la matière suffisante pour

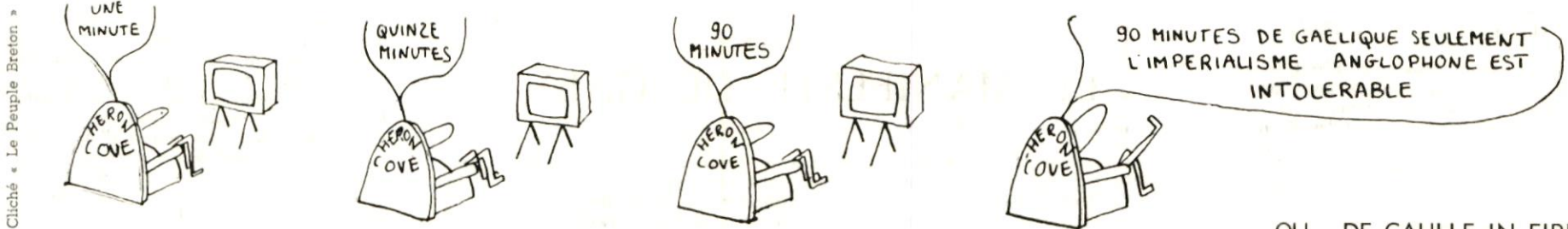
une aussi « abondante » production en breton.

Le raisonnement colonialiste est alors relayé par un argument de type quasi raciste : ayant délimité un domaine d'application à la langue, on constate que ce domaine est minime et peu intéressant, ce qui est vrai, et on en déduit que c'est la langue elle-même qui est minime et peu intéressante, ce qui est évidemment faux.

- 8) La matière étant insuffisante, il n'y a pas lieu de former une équipe spécialisée.

Pouvait-on rêver plus belle démonstration d'impérialisme ? Il est vrai que M. Le Theule entrelarde de promesses et que le dosage est si subtil que de Vitton, croyant à un cadeau aux Bretons, a rendu la lettre publique. Tant pis pour lui...

Jean GUEGUENIAT.



OU... DE GAULLE IN EIRE

LE PEUPLE CATALAN ET L'ESPAGNE D'AUJOURD'HUI

Nous voudrions dans un premier article analyser la situation du peuple catalan dans ses relations avec les luttes menées dans toute la péninsule ibérique depuis la Première République espagnole, puis dans le prochain numéro, essayer de voir quelle est la situation des Catalans du point de vue économique, culturel et politique à l'heure de l'après-franquisme.

I. LA CATALOGNE AU CŒUR DU DRAME ESPAGNOL

Sans faire une étude à proprement parler historique, il faut rappeler que depuis 1868-1873, époque de l'abdication d'Isabelle II, de la dictature de Prim et du règne d'Amédée de Savoie, enfin de la Première République espagnole, qui dura 327 jours, la Catalogne est au cœur du drame de l'Espagne contemporaine, et qu'elle ne cessera dès lors plus d'y être.

Le 19 juin 1870 se tient à Barcelone le premier congrès ouvrier que l'Espagne ait connu. Ce n'est qu'en 1882 que le mouvement ouvrier espagnol se dira explicitement anarchiste, mais dès 1870, sous l'impulsion d'Anselmo Lorenzo, Catalan, et de Giuseppe Fanelli, la section espagnole de l'Internationale est imprégnée par la pensée de Bakounine. On le sait, Barcelone et la Catalogne seront les bases de l'anarchisme jusqu'à la guerre de 1936-1939, et les foyers où la classe ouvrière de la péninsule est la plus combattive.

Du côté des petits-bourgeois libéraux de la Première République, on trouve les deux premiers présidents, Figueras et Pi i Margall (ce dernier pendant cinq semaines), tous deux Catalans. Le second est l'introduit de l'œuvre de Proudhon en Espagne, et prône le fédéralisme. Il sera cependant parmi ceux que le gouvernement de Madrid déléguera à Barcelone au début de la République, pour faire échec aux menaces de sécession de la population et de la bourgeoisie catalanes : reculez, qu'il avouera plus tard comme une erreur, fatale à la République comme à la liberté des Catalans.

Il en sera toujours ainsi : lors de la semaine sanglante de Barcelone en juillet 1909, pendant la dictature de Primo de Rivera de 1923 à 1930, après 1938 : lorsque les libertés de la Catalogne sont étouffées, c'est toute la liberté en Espagne qui l'est, et le progrès compromis. Inversement, la libération de la Catalogne donne souvent le signal de la libération générale. Ainsi en 1931, Macia proclame la République à Barcelone, trois jours avant Madrid. Il y a là un couple colonisateur-colonisé, dont l'analyse est d'ailleurs complexe, nous allons le voir, mais dont la réalité et la permanence dans l'histoire ne se dément pas. Cela du reste n'autorise aucunement à conclure que le combat de la Catalogne recouvre totalement et uniquement celui de l'Espagne, et la victoire du socialisme en Espagne par exemple ne signifierait pas in facto la libération de la Catalogne, thèse actuelle des communistes d'Espagne, et que nous examinerons dans le prochain article.

La nature de ce couple nous révèle une situation absolument originale : ici le colonisé est le peuple qui a la puissance industrielle, la capacité d'invention, draine les

finances les plus considérables de la péninsule. Le colonisateur, le Castillan et ses satellites, les autres provinces pauvres de la péninsule, est retardataire, démographiquement affaibli, peu industrialisé. De 1873 à 1936, l'industrie lourde, le textile, le commerce, sont entre les mains des Catalans. Devant la décadence de la monarchie et de l'Etat espagnols, devant la carence économique, administrative et politique des Castillans, la bourgeoisie catalane se saisit du catalanisme, renaissant depuis qu'en 1833 le poète Aribau a écrit son *Ode à la patrie* en langue catalane. En 1901, la Lliga regionalista concrétise les aspirations culturelles des Catalans. Sous l'impulsion de Prat de la Riba, propriétaire rural, porte-parole de la grande bourgeoisie, la Lliga obtient en 1914 le vote par les Cortès de Madrid du statut de *Mancomunitat*, qui accorde une certaine autonomie. Il y a une assemblée régionale et un conseil exécutif. Déjà en 1907 Prat de la Riba avait créé l'*Institut d'Estudis Catalans* qui joua, dans tous les domaines de la vie culturelle catalane un rôle de premier plan jusqu'à sa suppression par les franquistes après leur victoire.

Cependant si, comme on peut bien s'y attendre, c'était la bourgeoisie qui avait pris la tête, c'était le mouvement catalan, grâce à sa richesse, et pour le meilleur de ses intérêts, le mouvement ouvrier, luttant avant tout pour l'organisation sur les bases de l'anarcho-syndicalisme, ne se désintéressait pas, loin de là, de la renaissance catalane. L'un des principaux militants de la C.N.T. (syndicat anarchiste), Salvador Seguí, assassiné en 1924, militait aussi en faveur du catalanisme, dans la lignée de l'écrivain anarchiste Valenti Almirall qui avait écrit en 1860 *Lo Catalanisme*. Pour de nombreux auteurs d'ailleurs, la vigueur de l'anarchisme (alors le courant le plus vivant dans la classe ouvrière ibérique) en Catalogne, s'explique précisément parce qu'il s'est développé sur la toile de fond de la nationalité catalane, ferment révolutionnaire par excellence.

Le tournant vint en 1923. En 1917, puis en 1920-1921, l'Espagne avait connu une agitation ouvrière sans précédent, sur laquelle Lénine comptait beaucoup, autant que sur la révolution en Allemagne : quoi d'étonnant si la dictature de Primo de Rivera s'abattit le plus rudement sur le mouvement ouvrier catalan, fer de lance de l'agitation révolutionnaire. Or Primo, gouverneur militaire de la Catalogne avant sa prise du pouvoir, avait obtenu le ralliement de la Lliga regionalista, contre promesse du soutien aux revendications catalanes, et surtout aux industriels du textile, qui désiraient le maintien du protectionnisme douanier. C'est que la bourgeoisie catalane commençait à s'effrayer du mouvement révolutionnaire : alliés contre la monarchie et le centralisme castillan, bourgeois et ouvriers catalans devenaient ennemis, la

lutte des classes reprenait toute sa force, à l'heure du préfasisme en Espagne, quand les industriels catalans n'avaient pas de termes trop flatteurs pour louer le mouvement mussolinien à ses débuts, espérant que Primo jouerait en Espagne le même rôle que le futur Duce en Italie.

Une fois au pouvoir, Primo dissout la *Mancomunitat* et interdit l'emploi du catalan. Sur le plan économique, il livra l'Espagne au capitalisme européen qui reprenait vigueur après les crises de 1919-1921. La grande bourgeoisie était victime de sa politique de classe.

Il était trop tard pour se reprendre : la répression du mouvement ouvrier en Catalogne et la persécution contre le catalanisme se fondèrent dans une même réaction, la trahison de la bourgeoisie (comme Pi i Margal en 1873, la bourgeoisie ne change pas) lui avait ôté la direction du mouvement. Une jonction capitale pour le destin de la Catalogne contemporaine, se fit alors ; elle était préparée de longue date par l'existence même de la nation catalane de tout temps opprimée, mais la conjoncture historique fut là pour cristalliser le mouvement. Partis ouvriers (avec des réticences il est vrai), syndicats et petite bourgeoisie catalane s'unirent. Celle-ci était représentée par l'*Accio Catalana*, née en 1922, et dirigée par Nicolau d'Oliver, très minoritaire, l'*Accio Republicana* de Rovira i Virgili, et de l'*Estat Catala*, principale force, dirigée par le colonel Francesc Macia, né en 1859. Celui-ci fut à l'origine de la fondation de l'*Esquerra* (gauche en catalan) qui à la fin de la dictature devint le pilier du mouvement catalan. On sait que Macia, homme d'action, organisa un groupe de combattants de 600 membres, en France et tenta en novembre 1926 de passer les Pyrénées pour prendre le pouvoir. La trahison du colonel Garibaldi, petit-fils du grand patriote italien, au service de Mussolini et agent provocateur dans le groupe de Macia, fit échouer le complot de Prats-de-Mollo. Les Catalans arrêtés eurent un procès à Paris, et, défendus par Henry Torrès et Pierre Cot, rendirent la cause catalane sympathique à l'opinion française en particulier (1).

L'occasion avait en outre permis la création d'un Comité révolutionnaire à Paris, comprenant des Basques, des Galiciens, la C.N.T. et les communistes. Les socialistes espagnols, Largo Caballero et Prieto étaient contre. Il est vrai que depuis Pablo Iglesias, le socialisme espagnol ne comprend strictement rien au problème des nationalités dans la péninsule ibérique et s'obtient dans un centralisme madrilène comparable à l'attitude des socialistes français. En 1930, le pacte

de San Sebastian rassembla les radicaux, les républicains de gauche, les républicains catalans (Ventura i Gassol), et des républicains galiciens. Tout cela se concrétisa lorsque en 1930 Primo de Rivera abandonna le pouvoir, et que Alfonso XIII, dépassé par la situation, s'effaça devant la montée de la Deuxième République. Et c'est ainsi que, en avril 1931, la disparition pure et simple de l'Etat



Cliché « Le Peuple Breton »

espagnol permit, de proclamer le 14, la République à Barcelone. Pour éviter que la Catalogne n'apparaisse comme indépendante, les socialistes espagnols s'empressèrent de la proclamer à Madrid, et des négociations avec les Catalans aboutirent à un statut d'autonomie que la Catalogne accepta. Il est clair que, cette fois comme en 1873, ce compromis était un recul par rapport à la réalité de la situation révolutionnaire, et l'on peut voir dans la pusillanimité des socialistes espagnols, et la modération des nationalistes catalans petit-bourgeois l'une des causes qui firent que le nouveau régime allait rester, en Catalogne comme dans toute la péninsule, très en-deçà de la capacité révolutionnaire des masses espagnoles et catalanes.

Aux élections qui suivirent l'établissement du nouveau statut, l'*Esquerra* obtint 47 % des voix, les masses ouvrières avaient massivement voté pour elle. Macia fut élu président de la Généralité de Catalogne (appellation moins douloureuse que République de Catalogne pour les socialistes madrilènes) et à sa mort, trop tôt survenue en décembre 1933, le républicain Lluís Companys lui succéda, restant à ce poste jusqu'en 1939.

(Suite page 5)

Jean AUBAULT

Bijoutier - Joaillier - Horloger
LIP - LONGINES

123, rue de Fougères
RENNES

LES TECHNOCRATES DE LA CULTURE

(Suite de la page 1)

socio-éducatives. Celles des centres sociaux, des maisons de jeunes, des locaux collectifs résidentiels (2), qui se montent actuellement. Et ils sont nombreux : maisons des jeunes à la Z.U.P., à Kéribie et à Pen-ar-Créac'h ; centres socio-éducatifs à Kérouirien, à Kéragouay, Kérangoff, Pen-ar-Créac'h, Bellevue, Kerberbier, Kéderon et Pontanezen.

Comme nous pouvions le voir, l'enjeu de la deuxième manche est de taille. Pour la gestion de ces équipements, deux candidatures :

d'une part, le maire, et d'autre part, les associations familiales, syndicales et culturelles du quartier concerné. Le premier prétendant a déjà commencé le combat.

Mise à la retraite anticipée.

Première offensive de M^e Lombard, le 22 février. En quelques phrases, devant les membres du bureau de l'Office, il définit le futur rôle de l'O.M.J.C. Sourires, emportements, le grand jeu d'un avocat ! Il faut bien cela pour faire accepter une mise à la retraite anticipée. Car il s'agit bien de cela : l'O.M.J.C. fut très utile, il devient encombrant, son fondateur le répudie...

L'O.M.J.C. qui auparavant gérait et animait la Maison des Jeunes et de la Culture de l'Harteloire, quelques foyers de quartier, aura désormais un rôle très réduit : la coordination et la représentation des associations face à la Ville. Il pourra aussi être un cénacle de réflexion, mais il n'est plus question qu'il prenne des initiatives personnelles. Et surtout pas qu'il intervienne dans les gestions des équipements, existants ou à venir.

L'organisme de remplacement existe depuis novembre dernier, de par la volonté de la Ville et de la Caisse d'Allocations Familiales. Son nom ? L'A.G.E.S.E. (Association d'Etude et de Gestion de l'Equipement Socio-Educatif). L'animateur permanent que demandait depuis fort longtemps l'O.M.J.C., l'A.G.E.S.E. l'a obtenu. Ce « directeur du département de la jeunesse », c'est son titre ! est payé, très bien d'ailleurs, conjointement par les deux fondateurs. Et, comble d'ironie, a été choisi M. Jean Cloton qui, quelques semaines avant sa nomination, se déclarait prêt à défendre la politique de l'O.M.J.C....

L'A.G.E.S.E. se chargera donc de réaliser, de gérer et d'animer les nouveaux équipements, et aussi les anciens. A ce stade, deux oppositions se font sentir : celle, évidemment de l'O.M.J.C., et celle des associations des quartiers. Alors commencèrent les grandes manœuvres...

La Maison de l'Harteloire.

Le but : mettre à genoux l'O.M.J.C. Les moyens : agir sur les finances et les locaux. Une lettre du Maire (datée du 27 février) se charge de ces questions.

La subvention municipale sera désormais limitée aux frais d'entretien du secrétariat. Il n'est évidemment plus question de pourvoir aux demandes de postes faites par l'Office. C'est l'étouffement : l'O.M.J.C. est réduit à redevenir une permanence. Affaire financière réglée.

Les locaux maintenant : M^e Lombard trouve qu'il n'est « pas souhaitable » de voir cohabiter O.M.J.C. et Maison des Jeunes, rue de l'Harteloire. Deux appartements du centre sont proposés au choix de l'expulsé. C'est la fin d'une cohabitation fructueuse entre jeunes et adultes, entre militants et inorganisés : la Maison de l'Harteloire servit de centre nerveux aux grévistes brestois en mai. Cette maison qui était déjà animée par les associations va maintenant être confiée à un amuseur municipal qui ne s'intéressera qu'aux individualités. On comprend combien le maintien de l'Office en ces lieux eut été pernicieux.

Car le problème est là : il faut empêcher l'O.M.J.C. de reprendre de l'importance, l'empêcher de manifester une quelconque velléité d'indépendance. Le contrôle de la Ville sera constant.

Participation à la vie culturelle brestoise ? Oui, c'est possible. Mais seulement dans le cadre de l'Association des Amis du Palais des Arts et de la Culture. L'initiation culturelle des jeunes ? Elle ne pourra se faire que sous le contrôle de l'A.G.E.S.E. Stages, formation d'animateurs ? Toutes ces missions particulières ne pourront être menées que sur commande de la Ville ou avec son accord.

Voilà ce que cache la « collaboration franche et loyale » proposée par M^e Lombard !

Dans les quartiers.

Voyons maintenant ce qui se passe dans les quartiers où des locaux collectifs résidentiels avaient été confiés à l'O.M.J.C. par l'Office Public Communal de H.L.M. (dont le Maire est président). Les ultimatums sont là nettement plus secs.

17 mars : le contrat entre l'Office et les H.L.M. concernant les locaux de Kergoat ne sera pas renouvelé. L'A.G.E.S.E. prendra la relève. Quelques semaines plus tard les associations du quartier annoncent leur détermination à gérer elles-mêmes ces locaux. Très mal à l'aise, le représentant du Maire quitte la salle de réunion.

27 mars : une « réunion de jeunes dont la tenue laissait fort à désirer » et « qui s'est prolongée tard dans la nuit » sert de prétexte à un administrateur des H.L.M. pour dénoncer le contrat qui l'unissait à l'O.M.J.C. Ce contrat concernait tous les locaux de la Z.U.P., le quartier le plus jeune de Brest.

Cette poussée de fièvre passée, l'assainissement continue. On objectera que les statuts de l'A.G.E.S.E. prévoient la participation de l'O.M.J.C. et des usagers. Exact. Mais de quelle façon ?

Au Conseil d'Administration, présidé de droit par le Maire, seul l'O.M.J.C. sera représenté, parmi toutes sortes de notables. Quant aux usagers, place leur sera faite dans un « groupe de travail » simplement consultatif. Nous le voyons, les associations représentatives et les usagers n'auront aucun pouvoir réel dans la gestion et l'animation des équipements. C'est bien là une participation de type gauliste !

Qu'oppose à cela l'O.M.J.C. ? Des idées intéressantes. Un « projet d'animation » de la Maison de l'Harteloire, facilement adaptable aux autres centres. Mais tout le monde le sent bien, le vrai problème n'est plus là. Lors d'une réunion ouverte à toutes les associations de l'O.M.J.C., le

Entreprise
BARAZER Raymond
BATIMENT - COUVERTURE
PLONEVEZ-DU-FAOU

20 avril, il est devenu évident : il fallait avant tout se mettre d'accord sur la politique culturelle que l'Office souhaitait voir mener à Brest. Cette orientation commune risque d'être très difficile à déterminer.

L'U.F.C.V. navigue.

On ne définit pas une politique culturelle sans se poser la question de savoir ce que l'on mettait derrière le mot « culture ». On se l'était rarement posée auparavant à l'O.M.J.C. Malheureusement, car maintenant, tout risque de se gâter...

De profonds clivages vont se faire sentir sur la conception même de la culture : est-ce un simple héritage auquel on goûte pendant nos loisirs ? Ou, est-ce un moyen de plus pour agir sur la réalité des choses ?

Les associations les plus dynamiques conçoivent fort bien le développement d'une véritable culture populaire à Brest, d'autres en sont au contraire encore restés à une culture bourgeoise qui veut ignorer la vie politique et socio-économique des habitants.

Ces dernières n'ont généralement aucune intention militante et se contentent d'occuper les temps libres.

On penserait trouver l'U.F.C.V. (Union Française des Centres de Vacances) du côté des organismes d'éducation populaire comme le Centre de Culture Ouvrière, le Cercle Laïque des Etudiants Brestois, la Jeunesse Etudiante Bretonne, la Jeunesse Ouvrière Chrétienne, les Scouts et les Eclaireurs. Mais non, l'U.F.C.V. va plutôt naviguer. Cette option (si l'on peut dire) n'est pas due à des considérations doctrinales, mais aux relations qui l'unissent avec certains élus municipaux, dont M. Maguères. Si cette orientation se confirme, on ne pourra que le regretter. Car, ne pas choisir clairement, c'est faire le jeu du Maire et des notables, et compromettre ainsi le développement de la culture populaire à Brest.

L'apolitisme.

« Reconnaître que la culture est le reflet de la vie sociale d'un groupe, c'est une chose. Accepter que les associations

représentatives de ce groupe animent les équipements mis à sa disposition, c'en est une autre », nous répondra-t-on. « Si les syndicats y rentrent, ça va tourner à la politique ! Alors, il vaut mieux que l'A.G.E.S.E. et la municipalité s'en chargent. »

Cet apolitisme est un piège. Les technocrates clament partout qu'une bonne gestion locale doit être apolitique. En fait, c'est un moyen pour prolonger les rapports aliénants entre la municipalité et les administrés, qui étaient mis en cause par la prise de conscience de ces derniers.

A quoi rêvent ces tenants de l'apolitisme ? A quoi rêve M^e Lombard qui, en mai, au nom de cet apolitisme municipal refusa de défilier avec les ouvriers en grève ? Une revue socialiste (3) nous répond : ils rêvent « d'une société idéale où les besoins des individus seraient créés et satisfaits par des « technostures », et les affaires publiques gérées par des conseils d'administration avisés et réalistes. »

« Technosture » : il n'y a pas de terme plus exact pour qualifier l'A.G.E.S.E....

M^e Lombard veut donc faire le bonheur des Brestois malgré eux. Car la véritable participation du peuple passe par son intégration dans des groupes intermédiaires (syndicats, associations familiales). Des travaux de psychologie l'ont montré, l'engagement personnel, le sentiment d'appartenir à une classe sociale sont indispensables pour que l'individu puisse participer à la vie de la cité.

C'est là, aussi bien que dans un bureau de vote, que chacun peut remplir son devoir de citoyen.

Le Maire de Brest veut ignorer ces évidences. Il donnera aux Brestois les loisirs et la culture qu'il jugera bon de leur donner. Quant aux associations, qui elles savent vraiment ce que demandent les travailleurs elles agissent en francs-tireurs sans aucun moyens. Ce combat, mené dans l'ombre se devait d'éclater au grand jour car l'enjeu en est primordial. Il serait temps que la commune devienne enfin, comme on s'en vante souvent, « le berceau de la démocratie ». Mais est-ce possible avec des notables ?

François KERFRAVAL.

(1) N° 63 (15 février 69).

(2) Anciennement « mètres carrés sociaux ». Locaux mis à la disposition d'un groupe de logements pour toutes sortes d'activités.

(3) « CONFRONTER ». Janvier 69.

Catalogne

(Suite de la page 4)

L'organisation du régime d'autogestion en Catalogne date surtout de 1936, lorsque, après le soulèvement de Franco, les travailleurs ripostèrent par une véritable révolution, et s'approprièrent les instruments de production, les terres comme les usines et l'Université. La part des anarchistes dans ce mouvement fut importante, jusqu'au moment où, à partir de 1937, le stalinisme s'employa à liquider les trotskystes et les anarchistes. C'est d'ailleurs en même temps que socialistes et communistes retirèrent à la Catalogne toute la réalité du pouvoir qu'elle avait acquis par ses luttes depuis 1914 et surtout en 1923-1931. Mais ceci sera repris dans notre prochain article.

**

Nous avons cherché à montrer à quel point le destin de la Catalogne était au cœur des luttes de l'Espagne pour la démocratie d'abord et pour le socialisme enfin. Nécessité d'une lutte globale des Catalans pour leur liberté culturelle et politique (au sens bourgeois de ce terme), nécessité de la lutte des masses catalanes à la fois contre les oppresseurs espagnols et contre la bourgeoisie catalane, qui après la victoire conforme à ses intérêts de classe est toujours prête à passer des compromis avec les Castillans pour contenir l'irrésistible poussée révolutionnaire des masses catalanes, auxquelles leur appartenance à une nationalité opprimée confère une puissance de combat contre l'impérialisme et le capitalisme qui ne se retrouve en aucun autre point de la péninsule ibérique.

Si difficile que soit à définir théoriquement le rapport entre la lutte des classes et la lutte nationale de libération — l'approche léniniste en est la plus fine mais n'échappe pas à des failles qu'il appartient à notre génération de combler — nous avons avec les luttes du peuple catalan un exemple d'une richesse incomparable. Il nous reste à l'approfondir à la lumière de la situation actuelle en Catalogne et dans la péninsule ibérique, l'une des pièces maîtresses de la lutte internationale contre l'impérialisme.

Jean-Yves GUIOMAR.

(1) Voir l'ouvrage en catalan de Manuel Viusa, **Francesc Macia**, 1968.

CABARET LA CLÉ DES CHAMPS PLOUGASTEL



Vous présente ses spectacles d'avant-saison :

1^{er} mai 1969 : LENY ESCUDERO
14 mai 1969 : LES ENFANTS TERRIBLES
Du 21 mai au 1^{er} juin : Le fameux FREDDY MEYER
5 et 6 juin : CRISTINA
12 et 13 juin : HAL SINGER
19 juin : JEAN COURTIL
10 et 11 juillet : MILT BUCKNER (Jazz) et JO JONES

LA RENAISSANCE HOTEL - RESTAURANT
31, boulevard Laënnec — RENNES — Tél. 30.08.65
REPAS D'AFFAIRES ★ CUISINE SOIGNEE ★ PRIX MODERES

LE RÉFÉRENDUM DU 27 AVRIL EN BRETAGNE

Comment s'est comportée la Bretagne au scrutin du 27 avril par rapport aux élections législatives de juin 1968 et même aux consultations précédentes de la V^e République ?

..

Remarquons d'abord que la Bretagne a participé au scrutin avec un pourcentage un peu plus fort que l'ensemble français et supérieur à celui de l'élection présidentielle de 1965. Tandis qu'en métropole, les abstentions s'élèvent à 19,42 % des suffrages exprimés, les chiffres sont les suivants pour nos cinq départements :

- Finistère : 18,66 %, avec un pourcentage supérieur pour Brest et Morlaix ;
- Côtes-du-Nord : 16,72 % ;
- Ille-et-Vilaine : 18,67 % ;
- Loire-Atlantique : 18,69 % ;
- Morbihan : 19,57 %.

La participation massive des électeurs est un échec pour ceux qui lancèrent des mots d'ordre de boycott. On peut se demander si ces mots d'ordre ont franchi les limites des salons parisiens.

Malgré l'évolution que nous avons notée dans « Le Peuple Breton » et les progrès que nous signalons plus loin, le « oui » l'a emporté dans quatre des cinq départements :

- Loire-Atlantique : 52,64 % des suffrages exprimés ;
- Finistère : 57,30 % ;
- Ille-et-Vilaine : 58,89 %
- Mor-Bihan : 61,49 %.

Mais dans les Côtes-du-Nord, le « non » a gagné contre 49,28 % de « oui ».

Le vote de la Bretagne est celui des colonies (où les peuples dominés, du fait de leur aliénation, votent en masse pour le régime dominant) même s'il n'est pas aussi marqué que celui des colonies d'outre-mer (Guadeloupe : 84 % de « oui » par rapport aux suffrages exprimés ; la Réunion : 91 % ou même de l'Alsace (68 %). Le vote des colonies est différent de celui des régions proprement réactionnaires comme la Manche (oui : 58,45 %), la Mayenne (oui : 59,50 %), le Maine-et-Loire (oui : 58,04 %), etc.

LE REcul DU NATIONAL-GAULLISME

Une leçon importante qui se dégage du scrutin, c'est que dans toute la Bretagne, on assiste à un recul assez net du gaullisme.

Déjà entre 1962 (referendum sur l'élection du président de la République au suffrage universel) et 1965 (second tour des élections présidentielles), le gaullisme avait perdu en moyenne 12 % des voix en Bretagne. Cette régression se poursuit entre 1965 et 1969 : on assiste à une perte de l'ordre de 6 % :

- Loire-Atlantique : 8,15 % ;
- Finistère : 5,85 % ;
- Ille-et-Vilaine : 9 % ;
- Côtes-du-Nord : 5,50 % ;
- Morbihan : 5 %.

Les deux cartes A et B montrent éloquentement cette régression.

L'influence des leaders centristes et le malaise des commerçants ont-ils joué dans ce recul ? Certes une partie de l'électorat M.R.P. a retrouvé ses anciens réflexes. Mais les leaders centristes ont eu moins d'influence qu'on ne l'a souvent affirmé. Un exemple significatif : le Dinannais, fief de M. Pleven, qui avait été élu en juin 68, avec l'appui des gaullistes et qui avait appelé à voter non ; l'opposition n'y a progressé que de 10 %. Son électorat n'a pas suivi massivement M. Pleven dans son refus de la régionalisation gaulliste. Dans le Vannetais, où nous trouvons de

nombreuses petites villes de commerçants — Pontivy, Ploërmel, Vannes, Auray — l'opposition n'a progressé que de 3 à 4 %. De même, faible pourcentage des « non » à Vitré et Fougères.

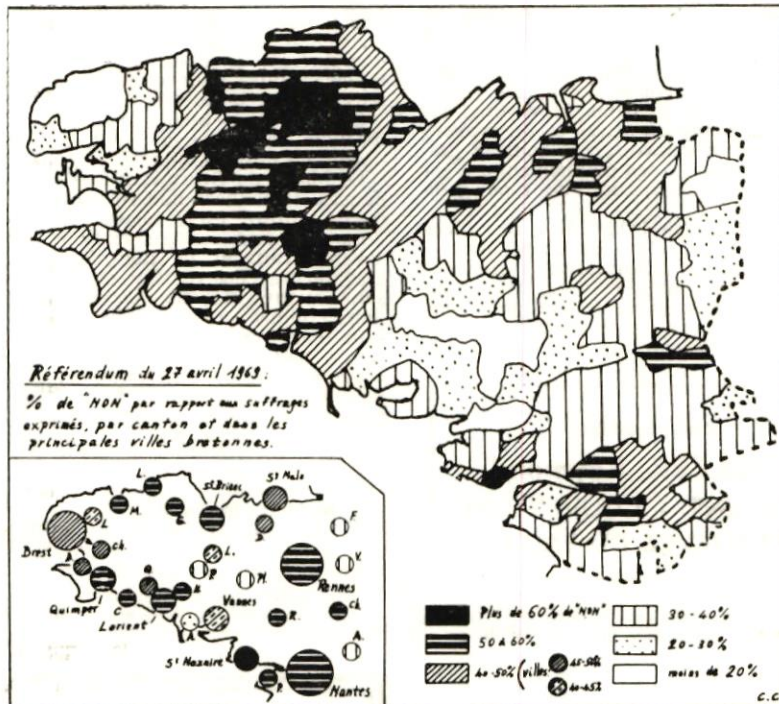
LES PROGRES DE LA GAUCHE

Lors du premier tour des élections législatives de juin 1968, le Peuple Breton (1) faisait remarquer qu'on pouvait parler, à propos de la gauche en Bretagne, d'une stabilisation plutôt que d'un véritable recul. Les voix de gauche se chiffraient à 30,5 % contre 31,2 % aux élections législatives de mars 1967 : un recul de 0,7 % seulement contre une régression de l'ordre de 4 % pour l'ensemble de la France. Bien plus, les voix de gauche progressaient au premier tour dans treize circonscriptions : Saint-Brieuc, Dinan, Loudéac, Guingamp, Brest, Landerneau, Redon, Nantes (2^e et 3^e circonscriptions), Châteaubriant, Saint-Nazaire, Guérande et Paimbœuf.

L'examen des deux cartes montre qu'il y a eu, entre 1965 et 1969, un transfert

points, par exemple dans le Léon. Dans la circonscription de Poulpiquet, bastion par excellence du gaullisme, le déplacement des voix, si dans l'ensemble il n'est que de 6 %, peut aller jusqu'à 10, 15 et même 20 % à Millizac, Plouarzel, Plouzané : le recul du gaullisme est souvent dû à l'influence des jeunes, dans un secteur agricole relativement dynamique. Ce progrès est riche de promesses.

Ces exemples ne sont toutefois pas assez nombreux et dans les campagnes traditionnellement de droite, le « non » n'a que très peu progressé : 6 % dans le Léon, 3 à 4 % dans le Vannetais. Le poids des notables et du clergé est toujours très fort. Dans le Léon ou le Pays gallo, même si le clergé ne donne plus de consigne de vote, la peur du changement et les habitudes de soumission à l'ordre établi et à la hiérarchie subsistent. Les notables, anciens ou nouveaux, ont toujours grande autorité : les prises de position en faveur du « oui » de certains dirigeants agricoles — de Debatisse jusqu'à l'Office central de Landerneau — ne sont pas restées sans influence.



Cliché « Le Peuple Breton »

important de voix à peu près partout ; nous n'oublierons certes pas que le progrès des « non » en général est plus fort que celui de la gauche. Mais la gauche a progressé comme le démontre surtout le vote des villes (voir plus bas).

Dans la région large de 40 kilomètres qui se situe de part et d'autre de la ligne Guingamp-Concarneau et qui est traditionnellement de gauche, la progression de l'opposition s'est stabilisée et ne varie souvent que de 1 à 2 %. Ainsi, en 1965 et 1969, le pourcentage est souvent le même dans certains cantons : Rostrenen, 57 % ; Maël-Carhaix, 63 % ; Guingamp, 59 %. Quelques exceptions cependant : ainsi dans la zone rouge traditionnelle, le canton de Plestin connaît un progrès de l'opposition de 6 %. C'est le retour au bercail des égarés.

LE VOTE DES CIRCONSCRIPTIONS RURALES

On peut remarquer d'abord un recul du gaullisme très intéressant en certains

Dans le Pays nantais ou le Pays de Redon, ce n'est pas tant le clergé que l'aristocratie terrienne qui est cause de conservatisme. Il n'est qu'à voir le nombre de nobles (exemple : de Maujouan du Gasset) qui se présentent aux suffrages des électeurs et sont élus. Pourtant, l'aristocratie, souvent, ne possède plus les terres depuis longtemps ; cependant, elle a gardé un ascendant moral sur les populations des campagnes qui croient servir leurs propres intérêts en votant pour les gens en place.

Par contre, le vote traditionnel des « circonscriptions de gauche », Trégorrois, Haute-Cornouaille et la zone Concarneau-Lorient, est la marque de la révolte contre les possédants des terres : les agriculteurs de ces secteurs sont souvent fermiers, alors que les circonscriptions votant à droite sont plutôt caractérisées par le faire-valoir direct (exploitants propriétaires).

LE VOTE DES VILLES

L'accroissement de l'opposition est le plus important dans les villes qui progressent en général de 8 à 13 %. Le « non » l'a emporté dans de nombreuses villes : Nantes, Paimbœuf, Saint-Nazaire, Redon, Châteaubriant, Rennes, Saint-Brieuc, Guingamp, Lannion, Hennebont, Lorient, Concarneau, Quimper et Morlaix (voir la carte annexe). Dans plusieurs villes, le « non » approche des 50 % : à Brest, plus de 49 % ; à Douarnenez, 47,40 % ; à Quimper, 48 % ; à Dinan, 49 % ; à Saint-Malo, 46 %.

Beaucoup de ces villes qui ont dépassé les 50 % de « non » ou en approchent correspondent aux circonscriptions où la gauche avait progressé en juin 68, ce qui montre le rôle de la gauche dans le progrès de l'opposition au gaullisme. En ce sens, on peut noter à Douarnenez une progression intéressante : le « oui » ne l'emporte plus que de 400 voix, alors que de Gaulle gagnait de 2 000 voix en 1965 sur Mitterrand et que le « oui » du référendum en 1962 distançait le « non » de 4 200 bulletins. De même à Lorient : Mitterrand avait gagné 4 000 voix et le 27 avril 69, le « non » l'a emporté.

Mais des villes comme Vitré, Fougères, Ploërmel, Pontivy, Auray, où le pourcentage des « non » est inférieur à 40 % tempèrent notre optimisme.

R. KERVAN.

SOUTIEN A LA RÉSISTANCE BASQUE

« La lutte armée du peuple basque en Euzkadi-Sud contre l'oppression nationale du régime franquiste, dirigée par son avant-garde — le Mouvement Révolutionnaire Basque de Libération Nationale Euzkadi Ta Azkatasuna — (E.T.A. : Nation Basque et Liberté) passe aujourd'hui par une nouvelle phase, caractérisée par des actions militaires de plus en plus audacieuses contre les forces de répression (attentats, sabotages, etc...), une radicalisation croissante et un mouvement politique de masse.

Il ne fait aucun doute que cette lutte est un élément important, peut-être essentiel, de la lutte des peuples de la péninsule ibérique contre le fascisme et son instrument : l'Etat espagnol bourgeois, unitaire et bureaucratique-militaire. De là, il s'ensuit que la Révolution espagnole à venir doit intégrer dans son programme les revendications des nationalités opprimées, sous peine de se condamner à l'impuissance et à l'échec ; (Catalogne, Galice, Pays Basque).

Les personnalités et organisations soussignées appellent en conséquence toutes les forces progressistes et révolutionnaires de la péninsule ibérique, de France et d'ailleurs, à se constituer en Comité de soutien à la

TI KOZH

CREPERIE BRETONNE
39, rue Duguay-Trouin
DOUARNENEZ

résistance basque, afin d'apporter au peuple basque en Euzkadi-Sud et Nord tout l'appui moral et matériel désirable dans sa lutte pour ses droits culturels, nationaux et démocratiques légitimes et de défendre le droit du peuple basque à l'autodétermination, au sein d'une République populaire espagnole fédérative, conformément au principe léniniste du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, incluant le droit de séparation ».

L'U.D.B. a signé ce manifeste avec les mouvements et les personnalités suivants :

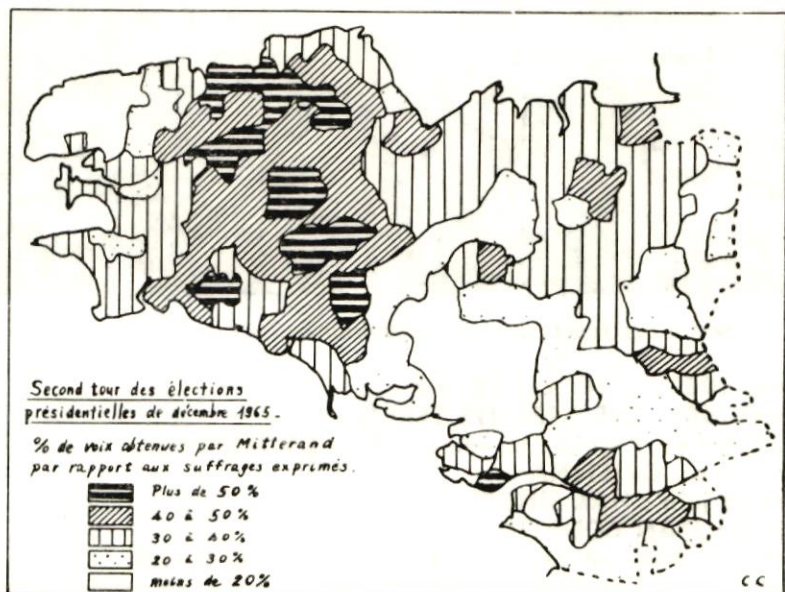
- Comité Portugal Libre (C.P.L.) ; B.P. 90 Paris-20^e.
- Comité de Solidarité à la Révolution Kurde ; 71, rue Brillat-Savarin - Paris-13^e.
- Etudiants Galiciens en France.
- Fédération Nationale des Etudiants de Catalogne (F.N.E.C.).
- Front Espagnol de Libération Nationale (F.E.L.N.) ; B.P. 14, B.E.O. Alger.
- Mouvement pour l'autodétermination et l'indépendance de l'archipel canarien (M.P.A.I.A.C.) ; B.P. 216, Alger R.P.
- Parti Nationaliste Occitan (P.N.O.) ; 11, rue Espinasse, Toulouse.
- Parti Wallon des Travailleurs (P.W.T.).

J.P. ABRIBAT, (Groupe Marxiste-Léniniste) ; Daniel GUERIN, (écrivain) ; Guy HERAUD, (Professeur à la Faculté de Droit de Strasbourg) ; Vladimir JANKELEVITCH, (Professeur à la Sorbonne) ; Laurent SCHWARTZ, (Comité Vietnam National) ; Gilbert MURY, (Groupe Marxiste-Léniniste).

PEINTURE - VITRERIE PAPIERS PEINTS

Décors - Revêtements
HENRI LE LANN
44, rue de l'Eglise, 44
BREST-RECOUVRANCE
Tél. 44-81-38

TOUTES MOQUETTES ET PLASTIQUES



Cliché « Le Peuple Breton »

APPEL DE SIGNATURES

pour la libération des emprisonnés bretons

QUATRIEME LISTE

ABALAIN Jean-Yves, étudiant, Rennes.
 ABJEAN, ingénieur, Paris.
 AR GOFF Mai-Martine, étudiante en journalisme Strasbourg.
 AUVIN M., conseiller professionnel, Rennes.
 BALLOTAUX, magasinier, Paris.
 BAUDET R., démonstrateur, Paris.
 BLANDEAU, secrétaire, Paris.
 BOURDINIÈRE D., étudiante, Rennes.
 BRIAND Luc, lycéen, Brest.
 BRIE Jakez, professeur, La Plaine-sur-Mer (44).
 BRINGAU Denise, journaliste, Strasbourg.
 BRISON Danièle, journaliste, Lyon.
 BUY, vendeur, Paris.
 CABON Bernadette, aide familiale, Kerlouan.
 CADORET Bernard, étudiant, Brest.
 CADORET Gilles, lycéen, Brest.
 CALLEC, étudiant, Berrien.
 CARIOU, commerçant, Paris.
 CARON, dactylo, Rennes.
 CERCLE CELTIQUE DU PAYS DE RETZ, La Plaine-sur-Mer (44).
 CHAMPUIS, confèrencier, Paris.
 CLOATRE A., étudiant, Plouarzel.
 COJAIN Marie-Christine, lycéenne, Brest.
 COROLLEUR, prothèse dentaire, Brest.
 COURRIANT, professeur, Vannes.
 COZ Jean-Yves, étudiant, Plabennec.
 COZIC Jean-Claude, étudiant en journalisme, Strasbourg.
 CREN Jean, étudiant, Brest.
 DAVID, hôtesse, Paris.
 DAVID Fanch, employé des hôpitaux, Paris.
 DENIER, employé de banque, Rennes.
 DEROUT, maître d'internat, Vannes.
 DOLOU J., scolaire, Sizun.
 DOUGUY, cadre commercial, Vannes.
 DROUIN, étudiant, Vincennes (Val-de-Marne).
 DUCHINOT, étudiant, Rennes.
 DUHIREL, adjoint d'enseignement, Vannes.
 EHANNO, fonctionnaire, Paris.
 EUZEN Michel, visiteur médical, Brest.
 FALHUN, étudiant, Brest.
 FICHOU Jenny, lycéenne, Brest.
 FICHOU M.-T., scolaire, Brest.
 FLOCH, enseignant, Algérie.
 FOURN, étudiant, Bourg-Blanc.
 FOURN, V.R.P., Lorient.
 FOURNIER Louis, journaliste-reporter, Montréal (Etat du Québec).
 GAC, mécanicien, Lesneven.
 GALLIOT, représentant, Rennes.
 GALLIQU, contrôleur, Paris.
 GARCIN Pierre-Yves, étudiant en histoire, Strasbourg.
 GAUTIER J., étudiant en journalisme, Strasbourg.
 GELBON Annie, étudiante, Rennes.
 GENTIL André, étudiant, Grouanec.
 GHIATI Khalil, Paris.
 GILLIOU, publicitaire, Paris.
 GIRARD Frédéric, étudiant en journalisme, Strasbourg.
 GIUDICELLI, vendeur, Paris.
 GLORENNEC P.-Y., assistant de faculté, Rennes.
 GOURMEL Paul, étudiant, Plouzane.
 GRALL, couvreur, Plouéour-Trez.
 GRALL Françoise, sans profession, Paris.
 GRALL Xavier, journaliste, Paris.
 GUEGAN, dessinateur, Lorient.
 GUEGUENIAT Danielle, infirmière-puéricultrice, Brest.
 GUEGUENIAT Jean, enseignant, Brest.
 GUEVEL Monique, étudiante, Rennes.
 GUILLOU, directeur commercial, Paris.
 GUY, fonctionnaire, Paris.
 HABASQUE Jean, étudiant, Rennes.
 HAETTEL F., étudiant en journalisme, Strasbourg.
 HANS A., étudiante, Puteaux (Hauts-de-Seine).
 HEIM Jacqueline, étudiante en journalisme, Strasbourg.
 HERMANT J., représentant, Paris.
 HEURTEL, dessinateur, Rennes.
 JACQUET Hervé, étudiant, Rennes.
 JACQUOT Michel, étudiant en journalisme, Strasbourg.
 JAOUEN, carreleur, Paris.
 JESTIN, étudiant, Plouévez-Lochrist.
 JESTIN, femme de ménage, Paris.
 JOUAN, chauffeur, Paris.
 JOVENE Gérard, journaliste, Strasbourg.

GARAGE STREAR-VRAN
 PLOUVEZ - LOCHRIST
 Achat - Ventes voitures toutes marques
 EXCELLENTE OCCASIONS

LIBRAIRIE
« LE MONDE EN MARCHÉ »
 Ouvrages économiques, politiques, sociaux - Poésie
 17, rue Maréchal-Joffre — RENNES

LAVIGNE, professeur, Vannes.
 LE BERRE, agent de la R.A.T.P., Paris.
 LE BIGOT S., opérateur de cinéma, Paris.
 LE BIHAN M., étudiante, Rennes.
 LE BORGNE, maçon, Paris.
 LE BOURHIS, étudiante, Rennes.
 LE BRAS, lycéen, Brest.
 LE BRAS, directeur-adjoint, Vannes.
 LE BRAS Alice, institutrice, Vannes.
 LE BRIS, instituteur, Brest.
 LE BRIS Michel, coopérant, Tananarive (Madagascar).
 LE CORRE, taxi, Paris.
 LE DALL Alain, étudiant, Bourg-Blanc.
 LE DROFF Eugène, étudiant, Kernilis.
 LE GAC, Paris.
 LE GALL, docteur-médecin du travail, La Croixille (Mayenne).
 LE GALL (Mme), sans profession, La Croixille (Mayenne).
 LE GARO Gérard, électricien, Brest.
 LEGER, doreur, Paris.
 LEGER, étudiant, Paris.
 LE GLEAU, étudiant, Bourg-Blanc.
 LE GOFF J.-A., professeur, Rennes.
 LE GOFF Joseph, étudiant, Plouneventer.
 LE GOHIC, magasinier, Paris.
 LE GUEN, chauffeur, Paris.
 LE GUERN François, mécanicien, Lesneven.
 LE GUEVEL Pierre, lycéen, Brest.
 LE HIR Y.-L., couvreur (Finistère).
 LE MEUR, Paris.
 LE MEUR Michel, Brest.
 LE MOINE, professeur, Vannes.
 LE PAPE, informaticien, Paris.
 LE PAPE G., étudiant, Rennes.
 LE PAPE M.-P., biologiste, Paris.
 LE ROY, professeur, Vannes.
 LE ROY Monique, étudiante, Kerlouan.
 LESCOAT, fonctionnaire, Paris.
 LE SAOUT (abbé), curé, Paris.
 LE VOURC'H, Tréflex.
 LOAEC Joseph, étudiant, Kerlouan.
 LOUARN Tanqi, étudiant, Rennes.
 LOZAC'H, étudiant, Lannilis.
 LOZAC'H M., laborantine, Brest.
 LUNVEN, étudiant, Brest.
 MABION, concierge, Paris.
 MACE, professeur, Vannes.
 MAILLOUX P., ingénieur, Beg-Meil.
 MAILLOUX A., sans profession, Beg-Meil.
 MANGEMARTIN, pasteur, Rennes.
 MARAIS, Brest.
 MARTIN, retraité (Martinique).

LIBRAIRIE
"Brentano's"
 Tous les livres français et étrangers
 *
 7, quai Chateaubriand — RENNES
 Tél. 40.70.32

MAURY Evelynne, étudiante en journalisme, Strasbourg.
 MENEZ Jean, étudiant, Rennes.
 MENEZ J.-F., lycéen, Brest.
 METAYER, lycéenne, Rennes.
 MEURIC Jean-Yves, étudiant, Rennes.
 MIGNON, étudiant en journalisme, Strasbourg.
 MORELLE, infirmier, Paris.
 MOYSAN, étudiant, Plougar.
 OLLIVIER Dominique, étudiant, Cléder.
 OLLIVIER Raymond, Kiosquier, Paris.
 OMNES, étudiant, Brest.
 PAILLARD Chantal, étudiante en journalisme, Strasbourg.
 PALUD M.-P., étudiante, Brest.
 PANIOT, agent d'assurances, Rennes.
 PAPE Jean-René, étudiant, Rennes.
 PAUGAM, électricien, Lorient.
 PELTIER Jacques, professeur, Malo-les-Bains (Nord).
 PENNEC François, comptable, Brest.
 PERRAD Jean-Yves, journaliste, Strasbourg.
 PHILIPPE Henri, étudiant, Rennes.
 PIHAN, étudiant, Rennes.
 PRESMEDO, tricoteur, Paris.
 PROVOST, professeur, Vannes.
 QUENTEL Pierre, maître d'internat, Brest.
 RABIER Yann (abbé), Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).
 RAKOTOSON, sans profession, Brest.
 RANVEL, Plouguerneau.
 RICHARD Joël, lycéen, Brest.
 RIOU Renaud, psychologue, Strasbourg.
 ROBERT Jean-Pierre, étudiant, Rennes.
 SALAUN André, étudiant, Landeda.
 SANQUER, retraité, Paris.
 SAVINA Jean-Yves, maître d'internat, Brest.
 SCHMITT, V.R.P., Rennes.
 SINOUP Patrick, étudiant, Brest.
 STEPHAN Raymond, maître d'internat, Brest.
 STREICHER Jean-Claude, étudiant en journalisme, Strasbourg.
 TANGUY Alain, huissier, Brest.
 TANGUY Yvon, étudiant, Brest.
 TASTARD, ouvrier spécialisé, Paris.
 THOMIN, professeur, Vannes.
 TOULEMONT, étudiante, Brest.
 TRELLE A.-M., étudiante, Brest.
 TROMEUR, étudiant, Brest.
 UGUEN, paysanne, Plougastel-Daoulas.

UGUEN Suzanne, aide familiale, Brianoqan.
 VIANNEY Gauthier, étudiant en arts appliqués, Montréal (Québec).

CINQUIEME LISTE

ABIVEN Jakezig, étudiante, Rennes.
 ALLAIN, ouvrier, Ploubazlanec.
 APPERE, électronicien, Brest.
 AUDRESSE, étudiant, Paris.
 AUFFRET, étudiant, Rennes.
 BALBOUS, électronicien, Brest.
 BARDOUX A., étudiant, Guingamp.
 BARRE Michel, étudiant, Lille.
 BATELLIER, étudiant, Paris.
 BEAUVISAGE, électronicien, Brest.
 BEGUIVIN Yvon, Lille.
 BELLAND, étudiant, Rennes.
 BENEAT Maryvonne, professeur en orthophonie, Lille.
 BEQUET, dessinateur industriel, Brest.
 BERTHOU George, étudiant, Lille.
 BERVAS, électronicien, Brest.
 BEYE, étudiant, Rennes.
 BLOUIN, coopérant, Cameroun.
 BODIOU Janig, Skolerez, Ploubazlanec.
 BOHUON L.-P., étudiant, Meillac.
 BOISSEAU, étudiant, Paris.

Bar-Tabac « LE PENALTY »
50, rue Duguay-Trouin
DOUARNENEZ
 Chez Vincent BARIOU - Tél. 2-30
 Ses résultats sportifs complets

BOUGEANT, Electronicien, Brest.
 BOURDON D., ingénieur, Jouy-en-Josas (Yvelines).
 BOURDON R., ingénieur, Malakoff (Hauts-de-Seine).
 BOUVIER F., surveillant général, Asnières (Hauts-de-Seine).
 BRETON J.-M., ajusteur, Brest.
 BRIAND, étudiant, Paris.
 CALVEZ Michel, étudiant, Lille.
 CAOUS J.-P., étudiant, Ploubazlanec.
 CAOUS Yvon, étudiant, Ploubazlanec.
 CARMES J.-Y., étudiant, Pédernec.
 CASANOVA Gérard, professeur, Coëtquidan.
 CASSEZ (Mme), employée P.T.T., Lille.
 CASSEZ Annie, enseignante, Lille.
 CASSEZ Nicole, étudiante, Lille.
 CASSEZ Yves, enseignant, Lille.
 CAUGANT Marie, sans profession, Saint-Germain-en-Laye (Yvelines).
 CAUGANT Raymonde, sans profession, Saint-Germain-en-Laye (Yvelines).
 CHARRET, étudiant, Paris.
 CHAVANT, étudiant, Paris.
 CHEVALIER René, mécanicien, Pleumeur-Bodou.
 CLECH, marin, Ploubazlanec.
 CLECH (Mme), sans profession, Ploubazlanec.
 COLIN Yves, employé de bureau, Concarneau.
 COQUIN, électronicien, Brest.
 COSQUER Arlette, sans profession, Achères (Yvelines).
 COSQUER Christian, lycéen, Saint-Germain-en-Laye (Yvelines).
 COSQUER Francis, agent technique, Saint-Germain-en-Laye (Yvelines).
 COSQUER Jean-Pierre, électronicien, Achères (Yvelines).
 DANIELOU, électronicien, Brest.
 DEBOS, étudiant, Rennes.
 DELILE, étudiant, Rennes.
 DEPUCCIO, ingénieur, Gif-sur-Yvette (Essonne).
 DEVEAT Denis, peintre, Concarneau.
 DIABAT, étudiant, Rennes.
 DORIVAL, étudiant, Paris.
 DORVAL, électronicien, Brest.
 DORVAL Anne, étudiante, Brest.
 DORVAL Jean-Pierre, agent de maîtrise, Brest.
 DUBIN, étudiante, Paris.
 DUGORNAY, électronicien, Brest.
 DUPE, électronicien, Brest.
 DUVAL Angela, Labourerez-douar, Ar C'houer-c'had (22).
 ENGLMANN, étudiant, Paris.
 EUZENAT, étudiant, Rennes.
 FABRE, objecteur de conscience, Rennes.
 FAGOT, infirmière, Brest.
 FLACSU Pierre-Gilles, journaliste, Paris.
 FLOCH, professeur, Nantes (44).
 FLOCH (Mme), professeur, Nantes (44).
 FLOCH, pontonnier, Thionville (Moselle).
 FRANÇAIS, électronicien, Brest.
 FRANKAERT, étudiant, Rennes.
 GACHET Alan-Judicael, Nantes (44).
 GERBE H., étudiante, Versailles (Yvelines).
 GERMESER Roger, violoniste, Paris.
 GILBERT Hervé, agriculteur, Trégom.
 GLENMOR, chanteur, Glomel.
 GLOUHEL, électronicien, Brest.
 GOARIN, étudiant, Rennes.
 GOUADEC, Rennes.
 GOUEBRANCHE, électronicien, Brest.
 GOUEDARD, mécanicien, Thionville (Moselle).
 GOUHIER, étudiant I.U.T., Céton.
 GUENEGAN, électronicien, Brest.
 GUENNEC Claude, chauffeur-routier, Concarneau.

Crêperie Ste-Anne
« Chez Noël »
 *
 CADRE BRETON - Cidre et Chouchenn
 RENNES

GUILLOU, étudiante, Paris.
 GUILLOU, étudiant, Rennes.
 GUILLOU, électronicien, Thionville (Moselle).
 GUILLOU Jean, étudiant, Lille.
 HALBERT, étudiant I.P.T., Le Plessis.
 HAMONIAUX Odette, enseignante, Paris.
 HASCOET, technicien, Thionville (Moselle).
 HELOU, préparateur en pharmacie, Brest.
 HENISSART, étudiant, Paris.
 HERVIEU, étudiant I.U.T., Pornichet (44).
 HOTE, étudiant, Paris.
 JACOB Gildas, cultivateur, Ploubazlanec.
 JACOB Jacques, menuisier, Ploubazlanec.
 JACOB Jean, transporteur de poissons, Ploubazlanec.
 JAN, électronicien, Brest.
 JEZEQUEL Alain, étudiant, Lille.

JEZEQUEL Youenn, professeur, Perros-Guirec.
 JOCU, étudiant, Miniac-Morvan.
 KERFRIDEN, étudiant, Pont-l'Abbé.
 KEROMNES, électronicien, Brest.
 KERVAREC, étudiant, Ploubazlanec.
 KERVAREC (Mme), Ploubazlanec.
 KERVAREC (Mme), sans profession, Ploubazlanec.
 KERVAREC Jean, marin, Ploubazlanec.
 LAFFONT-LOZES Jean-Yves, photographe, Paris.
 LAROUR, électronicien, Brest.
 LARVOR, étudiant, Paris.
 LASBLEIZ J.-P., aide-exploitant, Ploubazlanec.
 LAUNAY, professeur, Rennes.
 LEAUSTIC, électronicien, Brest.
 LE BEZVOET, étudiant, Ploubazlanec.
 LE BEZVOET, cultivateur, Ploubazlanec.
 LE BEZVOET J., employé S.N.C.F., Paris.
 LE BEZVOET Jeanne, cultivatrice, Ploubazlanec.
 LE BIHAN, électronicien, Brest.
 LE BONNIEC, cultivatrice, Le Vieux-Marché.
 LE BOUENNEC J., cultivateur, Trégom.
 LE BOUSSE, électronicien, Brest.
 LE CASTREC Henri, agent E.D.F., Paimpol.
 LE DORE Marie-Paule, étudiante, Rennes.
 LE DREN, objecteur de conscience, Rennes.
 MELO, électronicien, Brest.
 LE DROUMAGUET A., ébéniste, Perros-Guirec.
 LE DROUMAGUET Hervé, marin, Perros-Guirec.
 LE GAL A., studier, Rennes.
 LE GALL, commerçant, Ploubazlanec.
 LE GALL, étudiant, Rennes.
 LE GALL A., tourneur, Brest.
 LE GALLET, étudiante, Pierrefitte (Seine-Saint-Denis).
 LE GARREC, assistante, Rennes.
 LE GOFF, jardinier, Rumengol.
 LE GOFF Jean-Yves, Lorient.
 LE GOFF Jean-Yves, marin, Ploubazlanec.
 LE GUEN (Mme), retraitée, Trégom.
 LE GUERINEL, granitier, Bain-de-Bretagne.
 LE JEUNE J., pharmacien, Brest.
 LE HIR G., électronicien, Brest.
 LE METAYER, étudiant, Rennes.
 LE NAOUR J.-C., étudiant, Versailles (Yvelines).
 LE NAVROR Anne, assistante de faculté, Brest.
 LE NUZ, électronicien, Brest.
 LE ROUX, électronicien, Brest.
 LE ROY (Mme), cultivatrice, Le Vieux-Marché.
 LE SACS, préparateur, Brest.
 LE TORREC, électronicien, Brest.
 LEW, étudiante, Versailles (Yvelines).
 L'HOSTIS, électronicien, Brest.
 L'HOSTIS, étudiant, Rennes.
 L'HULLIER, électronicien, Brest.

Vous aimerez ces contes

Le 3^e Recueil de Contes du Vieux Meunier Breton vient de paraître. C'est l'œuvre du Bigouden Divanach, directeur d'école honoraire à Nespallac-Lambézellec, Brest. Ces contes ont été racontés en classe, à Penmarch, à Saint-Jean-Trolimon et au Bergot-Brest, à plus de 5.000 élèves devenus aujourd'hui pères ou mères de famille. C'est un trésor fabuleux qui mérite sa place dans tous les foyers.
 En vente chez M. Divanach, Mesgallac, Brest. C.C.P. 627-67 Nantes, 10 F (franco).

MACLOUF, étudiant, Rennes.
 MADEC J.-M., électronicien, Brest.
 MANAC'H, étudiant en journalisme, Lille.
 MARBAUD, électronicien, Brest.
 MARIENGUE Marcel, étudiant, Brest.
 MARREC, cultivatrice, Le Vieux-Marché.
 MARTIN, géomètre, Ploubazlanec.
 MAZE, électronicien, Brest.
 MEAR, électronicien, Brest.
 MELO, électronicien, Brest.
 MENER, électronicien, Brest.
 MENEU, étudiant, Rennes.
 MIGNON, ingénieur, Brest.
 MINGAM, étudiant, Asnières (Hauts-de-Seine).
 MOAL, comptable, Brest.
 MOREAU Louis, ouvrier électricien, Ploubazlanec.
 MORICE Jean-Louis, étudiant, Rennes.
 MORICE Marie-Anne, étudiante, Rennes.
 MUZELLEC, préparateur, Brest.
 NEDELEC Jean-Pierre, élève-professeur, Brest.
 NEDELEC Marie-Paule, étudiante, Brest.
 NICOLAS, ajusteur, Brest.
 NICOLAS, étudiante, Rohan.
 NOLF Jean-Michel, étudiant, Lille.
 NORMAND, marin, Saint-Nazaire (44).
 ODY, étudiant, Paris.
 OLLIVIER François, étudiant, Lille.
 PAGEOT C., agent commercial, (Nantes (44)).
 PAGEOT M., sans profession, Nantes (44).
 PEDRON Jean-Yves, comptable-magasinier, Plounez-Paimpol.
 PEDRON (Mme), employée des Ponts et Chaussées, Plounez-Paimpol.
 PERON Annie, lycéenne, Trégunc.
 PERON Christiane, couturière, Trégunc.
 PERRENOU A., étudiante, Neullac.
 PERRENOU E., Neullac.
 PERRENOU M., professeur, Neullac.
 PERSON, étudiant, Paris.
 PIERRE François, cultivateur, Ploubazlanec.
 PLASSART, électronicien, Brest.
 PLATEL Mary, institutrice, Roubaix (Nord).
 PLOIX, électronicien, Thionville (Moselle).
 PONS Michel, photographe, Paris.
 PONT Christian, professeur, Rennes.
 PORS, programmeur, Paris.
 POULAIN, agent technique, Rennes.
 POULAIN, collaborateur technique, Rennes.
 PREMEL, opérateur, Brest.
 PRIOL, électronicien, Brest.
 QUEMENEUR, marin-pêcheur, Paimpol.
 QUENHERVE, électronicien, Thionville (Moselle).
 QUILLIEN M., étudiant, Lille.

(A suivre)

CAFE DES MOUETTES
 GUINNESS A LA PRESSION
 PORT DE COMMERCE
 BREST - Tél. 44-33-21

